



oct. 2010

Retrait de la loi Woerth

LA BATAILLE DÉCISIVE RESTE DEVANT NOUS !

La nouvelle journée nationale de grèves et de manifestations le 28 octobre peut et doit être le point de départ de la mobilisation décisive pour gagner le retrait de la loi Woerth. Le rapport de force le rend possible, n'en déplaise à la propagande officielle et à ses entreprises d'intoxication, de diversion, d'intimidation.

Loin de s'essouffler, le mouvement s'est élargi de semaine en semaine. Dans bien des villes, les manifestations atteignent une ampleur inédite depuis 1995 voire 1968. Le soutien massif de la population ne se dément pas. La responsabilité du blocage de la situation incombe entièrement au gouvernement. Même les sondages admettent qu'une forte majorité est prête à soutenir une grève nationale reconductible si le gouvernement continue de vouloir passer en force. C'est le cas.

Le Parlement a voté et puis après ? Ce n'était qu'une formalité pour le pouvoir, malgré le travail, notamment des parlementaires communistes. On le sait depuis le départ. On s'en souvient, le CPE a été mis en échec après son adoption.

Loin de se « fissurer », le mouvement rassemble, permet la convergence des luttes

Les jeunes ont fait irruption en masse dans le mouvement parce qu'ils ont vu le lien entre les questions d'emploi, de formation et de droit à la retraite. Les batailles pour l'hôpital public affrontent la même attaque contre le financement de la Sécurité sociale. Les luttes pour la défense de l'industrie, pour les salaires sont aussi, solidairement, des luttes pour le financement des retraites. Total réalise 1 milliard d'euros de profits par mois, en redonne les deux tiers à ses actionnaires mais la firme veut fermer une raffinerie en France.

La lutte commune, la victoire possible sur les retraites rejailliront sur toutes les luttes locales ou sectorielles. Reproduisons le « tous ensemble » de 1995 !

Le mouvement de fond dans le pays appelle une nouvelle étape. La bataille décisive n'a pas encore eu lieu. Gagner le maximum à l'action !

Le potentiel existe pour des actions de masse, encore plus fortes, qui touchent aux intérêts économiques du patronat, en particulier la grève.

Les journées nationales d'action espacées l'ont montré mais ne suffisent pas à faire plier le gouvernement. Certains secteurs ont ouvert la voie courageusement en engageant déjà la grève reconductible à un haut niveau notamment les ouvriers des raffineries, du nettoyage, les cheminots. Depuis plusieurs jours, des actions symboliques montrent la continuité de la lutte et préparent l'étape décisive.

La grève générale ne se décrète pas. Il ne s'agit pas d'y appeler pour se retrouver à quelques éléments « radicalisés », entre soi. Il s'agit de la construire, de gagner à l'action décisive tous ceux, des millions, une majorité de nos collègues, de nos voisins, qui soutiennent la lutte.

Le succès des manifestations du samedi pose la question de créer les conditions d'une entrée en grève, sous des formes adaptées, des salariés pour qui c'est encore plus difficile ou plus inhabituel. Une impulsion nationale sur des objectifs clairs peut aussi raviver la mobilisation dans des secteurs qui se sont beaucoup battus, qui ont « beaucoup donné » ces dernières années.

En face, il y a le MEDEF. Tout est fait dans les media pour que les véritables commanditaires et profiteurs de la casse des retraites n'apparaissent pas, pour déplacer le lieu de l'affrontement hors de l'entreprise. N'oublions pas que les firmes du CAC 40 ont engrangé 41,6 milliards d'euros de profits sur les six premiers mois de l'année, en hausse de 86%. C'est trois fois le soi-disant « déficit » des retraites.

C'est là qu'il faut frapper, au cœur du système, le pouvoir économique.

Retrait de la loi Woerth ! Le mot d'ordre s'impose à tous maintenant

C'est la revendication fédératrice immédiate. Peu importe les mots de chaque organisation : que l'on « rejette » le projet de loi, que l'on « s'y oppose », que l'on soit « contre », qu'on demande « l'arrêt de son examen au Parlement » : tout cela revient à revendiquer le retrait. Il faut le dire clairement.

C'est un préalable indispensable à toute alternative de progrès pour les retraites. Aucune n'est imaginable sans la mise en échec du cœur du projet : la fin de la retraite à 60 ans, le report des âges de départ à 62 et 67 ans.

Mme Parisot réapparaît pour proposer des négociations sur l'emploi. C'est se moquer des travailleurs. **Seul le retrait préalable de la loi Woerth permettrait d'entamer des négociations.** Les organisations qui accepteront de rentrer dans le jeu du Medef se disqualifieront. Plus que jamais, la recherche de l'unité des organisations, syndicales comme politiques, ne doit pas nuire au rassemblement décisif pour gagner.

Ne laissons pas enfermer la perspective politique entre une version UMP et une version PS de la « réforme ». On comprend les calculs des media qui mettent en avant le PS et son projet et qui rentrent dans la personification à outrance de la politique du pouvoir dans Sarkozy.

La question immédiate, ce n'est pas ce que la gauche ferait en 2012, les promesses et les calculs électoraux, mais comment on gagne maintenant sur les retraites, avec le rapport de force, pour ouvrir la perspective politique.

Et le mouvement ne gagnera pas sur les propositions du PS. En prévoyant l'allongement de la durée de cotisation, le PS rend illusoire pour le plus grand nombre la retraite à 60 ans. Il s'inscrit dans les orientations de l'UE. M. Aubry reproche au gouvernement sa méthode et vante la « réforme concertée » en Allemagne qui mène à la retraite à 67 ans ! Le PS veut augmenter la CSG et dégager encore plus le patronat du financement de la Sécu en la fusionnant avec l'impôt sur le revenu.

Les luttes portent l'alternative politique.

Pour les retraites, l'alternative, c'est la défense et la reconquête du système solidaire par répartition. Le droit effectif à la retraite à 60 ans (à taux « plein » - 75%) pour tous passe par **le retour aux 37,5 annuités** (55 ans avec bonifications pour les métiers pénibles).

Cela correspond à une réalité. La durée des carrières est actuellement (hors bonifications) de 36 ans. Elle ne s'allongera pas, selon le COR lui-même (37 ans en 2020). L'âge moyen d'entrée sur le marché du travail se situe entre 21 et 22 ans. Cette référence porte aussi le rôle central de la cotisation sociale, part socialisée du salaire, dans le système solidaire.

Liée solidairement à l'emploi et aux salaires, la cotisation sociale constitue un prélèvement direct, sans accumulation financière, sur la création de richesses. Abaisser le chômage et la précarité, augmenter les salaires, rétablir les cotisations patronales, supprimer les exonérations (33 milliards d'euros par an) : c'est le plus sûr moyen de prendre sur les profits, de financer nos retraites.

Gagner le retrait de la loi Woerth, le maintien de la retraite à 60 ans, c'est un enjeu politique général. En revenant sur cet acquis historique, le pouvoir veut avoir les mains libres pour accélérer encore sa politique de casse sociale et de régression économique. Son modèle, c'est la Grande-Bretagne dont le gouvernement vient d'annoncer la destruction de 500.000 emplois en 5 ans et la diminution d'un quart des dépenses publiques et sociales.

**Les travailleurs, en gagnant, peuvent commencer à inverser sa politique au service du capital.
C'est vital pour le plus grand nombre.**

S'INSCRIRE A NOTRE LETTRE D'INFORMATION: <http://pcf-paris15.over-blog.com/>

Adhérez au PCF ! Faites le choix de la lutte !

NOM:.....Prénom.....

Adresse:.....

Téléphone/Courrier électronique:.....

RENOYER A PCF , 130 rue Castagnary, 75015 PARIS, Tél: 01 48 28 60 05; pcf.15@wanadoo.fr